



PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône-Saône

Villeurbanne, le 15 juillet 2015

Affaire suivie par : Pascal RESTELLI  
Cellule Déchets  
Téléphone : 04 72 44 12 24  
Télécopie : 04 72 44 12 57  
Courriel : [pascal.restelli@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pascal.restelli@developpement-durable.gouv.fr)  
Référence : UTRS-C4SD/D-15-G150G02-PR1507

**DÉPARTEMENT DU RHONE**  
**Société PURFER à VILLEFRANCHE SUR SAONE**

**Rapport de présentation au CoDERST de l'inspecteur de l'environnement**

<b><u>Objet :</u></b>	<b><u>Installations classées :</u></b> Avis sur la demande de modifications d'une installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux présentée par la société PURFER à VILLEFRANCHE SUR SAONE
<b><u>Référence :</u></b>	Article R.512-31 du code de l'environnement
<b><u>Raison sociale :</u></b>	Société PURFER
<b><u>Adresse du siège social :</u></b>	RD 147 – Quartier de la gare 69780 – SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU
<b><u>Adresse de l'établissement :</u></b>	338, rue Camille Desmoulins 69600 – VILLEFRANCHE-SUR-SAONE
<b><u>Personnes à contacter :</u></b>	Monsieur Anthony MANCEAU, Responsable QSE de la société PURFER Téléphone : 04.72.48.12.50 Télécopie : 04.72.48.12.77 adresse électronique : <a href="mailto:anthony.manceau@derichebourg.com">anthony.manceau@derichebourg.com</a>
<b><u>Activité principale :</u></b>	Installations de stockage et de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux
<b><u>Code S3IC de l'établissement :</u></b>	106.150

Copies à : REMIPP/2PSE  
CHRONO  
C4SD/D

Suite au traitement de la déclaration d'antériorité des activités soumises à la législation des installations classées et conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société PURFER a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 10 septembre 2014, pour son établissement de VILLEFRANCHE-SUR-SAONE, de respecter les dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement en déclarant notamment à monsieur le préfet du Rhône l'extension des activités relevant de la rubrique n° 2710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets).

## **I – Présentation du demandeur et des installations**

La société PURFER exploite essentiellement au 338, rue Camille Desmoulins, à VILLEFRANCHE-SUR-SAONE des installations de tri, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux.

Elle bénéficie, pour exercer ses activités soumises à la législation des installations classées, d'un arrêté préfectoral du 18 décembre 1987 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2014 (antériorité au bénéfice des droits acquis) dont le tableau de classement du point 1.1 de l'article 1<sup>er</sup>, repris ci-dessous, définissait les activités exercées sur le site.

<b>Rubrique</b>	<b>Désignation de la rubrique</b>	<b>Capacités</b>	<b>Régime</b>
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. 1. La surface étant supérieure à 1000 m <sup>2</sup>	Surface utilisée pour le stockage des métaux : <b>11 500 m<sup>2</sup></b>	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Quantité de déchets traités : <b>60 t/j</b> Cisaillage: 50 t/j Oxy-découpage : 10 t/j	A
2712-1-b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : b) supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 30 000 m <sup>2</sup>	Surface de l'installation : <b>200 m<sup>2</sup></b>	E
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m <sup>3</sup>	Volume des capacités de stockage : <b>75 m<sup>3</sup></b> Matières plastiques : 50 m <sup>3</sup> Papier, cartons et textiles : 25 m <sup>3</sup>	NC

En réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 septembre 2014, la société PURFER a transmis à la Direction Départementale de la Protection des Populations du Rhône (DDPP), le 23 décembre 2014 complété le 29 avril 2015, un dossier l'informant des modifications envisagées et des nouvelles activités exercées sur le site.

## **II – Avis de l'inspection des installations classées**

### **Sur l'extension des installations de transit et regroupement de déchets de métaux**

Le porter à connaissance déposé à la DDPP fait état :

- d'une installation de collecte de déchets dangereux ou non apportés par le producteur initial de ces déchets, classée sous les rubriques n° 2710-1-b et 2710-2-c de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- d'une installation de stockage de batteries usagées, classée sous la rubrique n° 2178-1 de cette nomenclature pour une quantité maximum susceptible d'être stockée de 20 tonnes ;
- de l'augmentation de la surface pour les installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage qui passe de 200 à 300 m<sup>2</sup> ;
- de l'emploi d'oxygène nécessaire aux opérations d'oxydécoupage, classé sous la rubrique n° 4725-2 sous le régime de la déclaration ;
- de l'augmentation du volume susceptible d'être présent sur le site pour les déchets non dangereux (rubrique n° 2714) qui passe de 75 à 250 m<sup>3</sup> (fosse de 60 m<sup>3</sup>, 4 bennes de 40 m<sup>3</sup>, 30 m<sup>3</sup> de pneumatiques).

### **Sur la consommation d'eau et le rejet des effluents aqueux du site :**

L'exploitation des activités ne nécessite pas d'eau dans les process. La consommation d'eau uniquement nécessaire aux besoins sanitaires et en provenance du réseau d'eau public de la commune de VILLEFRANCHE-SUR-SAONE est estimée à environ 250 m<sup>3</sup> par an.

Les eaux domestiques sont rejetées à la station d'épuration de la Communauté d'Agglomération de Villefranche-sur-Saône (CAVIL).

Les eaux pluviales des toitures sont acheminées vers le réseau d'eaux pluviales de la commune de Villefranche-sur-Saône et rejetées dans la Saône au niveau de la darse.

L'ensemble du site est imperméabilisé.

Les eaux pluviales de voiries et celles ayant ruisselées sur les stockages extérieurs de déchets sont traitées par deux séparateurs d'hydrocarbures puis, avec autorisation de déversement de la CAVIL, rejetées dans la Saône au niveau de la darse.

### **Sur les émissions atmosphériques :**

De par la granulométrie du type de déchets stockés sur le site (métaux), l'établissement est très peu producteur d'émissions atmosphériques de poussières.

### **Sur les nuisances sonores créées par les installations :**

L'établissement est situé en zone industrielle et la maison d'habitation la plus proche est située à environ 140 mètres du site.

### **Sur l'impact dû au trafic de véhicules :**

Les activités génèrent actuellement un trafic estimé à environ 30 véhicules par jour et l'établissement se situe en zone industrielle.

### **Sur les risques incendie et les pollutions accidentelles :**

Les risques incendie ont été étudiés dans le porter à connaissance et la modélisation des flux thermiques engendrés soit par l'incendie des Véhicules Hors d'Usage (VHU) non dépollués, dont la quantité est limitée à 14 sur le site, soit par celui de la fosse de déchets non dangereux de 60 m<sup>3</sup> a montré que ces derniers étaient contenus dans les limites de propriété.

Les éventuels déversements accidentels seront confinés sur le site après manipulation d'un dispositif d'isolement dont la manipulation est encadrée par une consigne d'exploitation.

## **III – Conclusion – Propositions**

Au regard des activités de stockage déjà présentes et autorisées sur le site, aucun impact environnemental et aucun risque supplémentaires n'ont été mis en évidence par le porter à connaissance déposé à la DDPP. Les modifications ne constituent pas en conséquence une modification substantielle au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

Un projet d'arrêté préfectoral a été transmis par courriel du 10 juin 2015 à l'exploitant pour observations éventuelles. L'exploitant n'a pas répondu à ce courriel malgré plusieurs relances orale ou par courriel de l'inspection des installations classées.

La société PURFER disposera comme le prévoit le code de l'environnement d'un délai légal de 15 jours après la réunion du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) pour émettre des observations à l'arrêté qui pourrait être pris par le préfet.

Dans ces conditions, nous proposons à monsieur le préfet, après consultation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et conformément à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, d'acter les dispositions du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport qui notamment :

➤ actualise l'ensemble des prescriptions opposables à la société PURFER pour son site de VILLEFRANCHE-SUR-SAONE ;

➤ modifie le tableau de classement des activités soumise à la législation des installations classées de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 décembre 1987 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2014 :

=> en y intégrant les rubriques (2710) relatives aux installations de collecte de déchets apportés par leur producteur initial ;

=> en actant l'augmentation du volume de déchets non dangereux stockés sur le site et en le portant à 250 m<sup>3</sup> ;

=> en y intégrant la rubrique n° 4725-2 relative au stockage et à l'emploi d'oxygène pour les opérations d'oxydécoupage ;

=> en y intégrant la rubrique n° 2718-1 relative au stockage de batteries usagées sur le site pour une quantité maximale de 20 tonnes.

L'inspecteur de l'environnement

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'P. Restelli'.

Pascal RESTELLI

Vu et approuvé le 16 juillet 2015  
Pour la Directrice et par délégation  
L'ingénieur de l'industrie et des mines

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Emmanuelle Maillard'.

Emmanuelle MAILLARD

